

## SANTÉ PUBLIQUE

# Jean-Paul Moatti : « Une politique à affirmer »

**Nouveau directeur de l'institut multiorganisme « Santé publique » d'Aviesan, Jean-Paul Moatti est arrivé à l'Inserm en 1982 aux côtés de Philippe Lazar, qui en était alors le directeur. Les recherches sur le cancer, le sida et les politiques de développement jalonnent son parcours. Avec cette nomination, un nouveau champ d'action s'ouvre à lui.**

**Science & Santé :** Vous avez été récemment nommé à la tête de l'institut thématique « santé publique ». Quel est votre objectif ?

**Jean-Paul Moatti :** Je souhaite contribuer à résoudre un paradoxe : malgré les attentes croissantes du public et des décideurs, et malgré leur impact international réel, nos recherches en santé publique ne sont pas reconnues à leur juste valeur. À l'OMS, puis au Fonds mondial de lutte contre la tuberculose, le sida et le paludisme, j'enrageais de constater que tant de décisions avaient été inspirées par des travaux francophones sans que cela ne soit mentionné ! Nos experts ont pourtant soutenu en premier l'accès des pays du Sud aux traitements antirétroviraux du sida, démontré avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) que les moustiquaires imprégnées réduisent le paludisme et contribué à la reconnaissance par l'OMS de l'importance des déterminants sociaux des inégalités de santé.

**S&S :** Vous inscrivez-vous dans la continuité des actions menées par votre prédécesseur ?

**J.-P. M. :** Avec Claire Levy-Marchal, coordinatrice du pôle Recherche clinique de cet institut de santé publique (ISP), Gérard Bréart (☛) a jeté les bases de l'institut thématique (ITMO). La recherche clinique est mieux coordonnée, sa qualité déjà mieux reconnue et ses liens avec les avancées fondamentales en biologie mieux pris en compte grâce à la recherche translationnelle. Les travaux de santé publique ont besoin de ce lien fort avec la clinique mais ils doivent aussi affirmer leur spécificité : une approche à l'échelle des populations. L'Institut de recherche en santé publique (IRESP), dirigé par Alfred Spira, a permis d'améliorer les liens avec les financeurs et partenaires de la santé publique ; nous renforcerons les synergies entre ISP et IRESP. Le lancement de notre portail d'épidémiologie (cf p. 20) illustre d'autres interactions avec l'industrie privée, les acteurs associatifs et les professionnels de santé. Nos recherches doivent aussi contribuer à la mise en

place de politiques de santé mieux « basées sur l'évidence ». L'essentiel reste la qualité de la recherche attestée par

☛ **Gérard Bréart :** unité 953 Inserm/Paris 6. Recherche épidémiologique en santé périnatale et santé des femmes et des enfants, conseiller scientifique auprès de la direction générale de l'Inserm

des publications de haut niveau et la promotion d'une interdisciplinarité forte dans le cadre d'Aviesan.

**S&S :** Quelles actions lancerez-vous pour promouvoir ces synergies ?

**J.-P. M. :** Le grand emprunt devrait permettre de résoudre certains problèmes structurels de financement des cohortes en recherche clinique. Mais il reste à mieux soutenir les cohortes populationnelles afin que l'épidémiologie reste la discipline de pointe qu'elle est sans discontinuer en France depuis les années 1960. Mon expérience dans l'ITMO « Maladies infectieuses », avec Jean-François Delfraissy, m'a appris que je ne pourrai rien faire seul. Il faut que les chercheurs s'emparent d'un instrument comme l'ISP. Nous allons constituer, très vite, un comité d'experts représentant toutes les disciplines dont les membres pourront s'impliquer à mes côtés dans la conduite des dossiers-clés.

**S&S :** La santé publique soulève de nombreuses inquiétudes dans la société. L'ISP a-t-il pour rôle d'y répondre ?

**J.-P. M. :** L'information du public et la valorisation sociale des recherches figurent dans nos priorités. Communautés concernées et associations de malades participent déjà à l'élaboration des protocoles de recherches sur le cancer, le sida, les hépatites ; ces expériences doivent s'étendre. La mise en place du GRAM (le Groupe de réflexion associant l'Inserm et les associations de malades), présidé par Martine Bungener, a aussi été un pas dans cette direction. Il faut changer de paradigme, comme le font déjà certains de nos collègues anglo-saxons : que les recherches ne soient pas seulement faites « pour les gens » mais aussi, au moins en partie, « avec les gens ». ■

Propos recueillis par Nicolas Rigaud

**Jean-Paul Moatti**

Professeur d'économie de la santé et directeur de l'unité 912 Inserm/Aix-Marseille 2, Sciences économiques et sociales, systèmes de santé, sociétés

*« Informer le public et valoriser les recherches sont nos priorités »*



© FRANÇOIS GUÉNET/INSERM